Canadian Policy Research Networks | Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques

Communiqué

Le 31 janvier 2003

S'attaquer à la pauvreté urbaine : Trouver le choix approprié de politiques

Ottawa – Une stratégie nationale visant à améliorer la qualité de vie et la compétitivité des villes canadiennes doit s'attaquer au défi croissant de la pauvreté urbaine.

La pauvreté s'est accrue dans les villes canadiennes pendant les deux dernières décennies. Elle est aussi devenue plus concentrée géographiquement. Sans un effort concerté de la part de tous les ordres de gouvernement, ces tendances pourraient en venir à se renforcer mutuellement. Les ingrédients d'un tel effort concerté forment le sujet d'un nouveau rapport publié par le Réseau de la famille des RCRPP.

Dans leur étude intitulée Pauvreté urbaine : la promotion de communautés viables, Anne-Marie Séguin et Gérard Divay, de l'Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société, examinent ce qu'il faut faire pour promouvoir l'établissement de collectivités solidaires et socialement viables dans les quartiers pauvres des grandes villes du pays.

Au début des années 90, la population pauvre des villes les plus importantes a connu une croissance de presque 34 pour cent, comparativement à un peu plus de 18 pour cent à l'extérieur des zones métropolitaines. Les familles monoparentales, les Autochtones, les nouveaux immigrants, les minorités visibles, les femmes âgées et les personnes souffrant d'un handicap sont les groupes les plus susceptibles de se retrouver parmi la population pauvre.

En dépit de ce tableau sombre, Séguin et Divay soutiennent que les programmes sociaux, au Canada, ont contribué à mitiger la tendance à une très forte polarisation sociale, phénomène que l'on observe dans les zones métropolitaines aux États-Unis. Dans les faits, il existe toutefois une variation considérable entre les quartiers et les villes en ce qui concerne la composition sociale, le degré de défavorisation et la persistance de la pauvreté.

Selon les auteurs, ces variations nécessitent une gestion fine des mesures de lutte contre la pauvreté. Elles exigent une diversité de programmes sociaux à caractère général non ciblés territorialement qui profitent à tous les individus, et des programmes davantage ciblés pour répondre aux besoins de collectivités précises.

« La viabilité sociale met en cause un ensemble de conditions˜ des ressources monétaires suffisantes et une accessibilité à l'emploi, des services publics de bonne qualité (par exemple, de santé, d'éducation, de loisirs) répartis sur le territoire en fonction des besoins, et des institutions

Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques inc.
600-250, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1P 6M1
Tél. : (613) 567-7500 – Fax : (613) 567-7640 – www.cprn.org

communautaires qui favorisent et soutiennent une pleine participation à la vie sociale », de souligner Séguin.

En conséquence, de dire Divay, « il faut que s'établisse un niveau élevé de collaboration entre tous les ordres de gouvernement et les secteurs privé et communautaire ».

Les auteurs présentent des études de cas tirées de l'expérience montréalaise pour illustrer la façon dont des interventions ciblées peuvent contribuer à renforcer les effets positifs de programmes généraux, notamment lorsqu'ils mettent en cause des partenariats entre des gouvernements et des intervenants à l'échelle communautaire.

La présente étude est la quatrième et la dernière dans la collection des documents des RCRPP sur le rôle du gouvernement fédéral à l'égard des villes préparés sous la direction de Leslie Seidle, associé de recherche aux RCRPP. Les autres documents déjà publiés dans cette collection traitent des Autochtones, de l'immigration et du logement en milieu urbain.

Dans le document The Federal Role in Canada's Cities: Overview of Issues and Proposed Actions, aussi publié aujourd'hui, Seidle passe en revue le débat récent sur le rôle du gouvernement canadien concernant les questions urbaines et il regroupe les arguments et les recommandations des quatre documents.

Les documents reposent sur l'hypothèse selon laquelle la force économique des villes est liée à l'état du tissu social urbain, à des questions comme l'intégration et l'accès à des chances d'épanouissement équitables, à la disponibilité et à la qualité des services sociaux, et, en bout de ligne, à leur attrait en tant qu'endroits pour vivre.

« Les auteurs démontrent que la réussite des villes canadiennes est fonction de leur aptitude à améliorer les chances d'épanouissement de leurs résidants », d'ajouter Seidle. « À cette fin, il faut apporter un soutien aux citoyens individuels par l'intermédiaire de politiques et de programmes généraux, d'initiatives ciblées à l'intention des quartiers vulnérables et d'efforts visant à bâtir des réseaux et à jeter des ponts susceptibles de favoriser l'intégration et la participation ».

« Le rôle du gouvernement fédéral à ce titre peut revêtir de nombreuses formes. Il importe qu'elles soient toutes guidées par un esprit de collaboration, une ouverture à l'égard de l'innovation et une adaptation aux préoccupations locales ».

- 30 -

En tant qu'institut national de recherche à but non lucratif, les RCRPP ont pour mission de créer des connaissances et d'alimenter le débat public sur des questions économiques et sociales d'une importance déterminante pour le bien-être des Canadiens, afin de contribuer à l'édification d'une société plus humanitaire, plus juste et plus prospère.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette publication, s'adresser à :
Peter Puxley, directeur des Affaires publiques
Téléphone : (613) 567-7500, poste 2019 – Courriel : ppuxley@cprn.org

Pour télécharger sans frais un exemplaire du rapport, visitez notre page d'accueil : http://www.rcrpp.org
Un service hebdomadaire gratuit de messages par courrier électronique, *e-network*, vous permet d'obtenir de courtes mises à jour sur les projets de recherche ou les activités des RCRPP.
Pour s'abonner, il suffit d'envoyer un message à l'adresse : www.e-network.ca